Centre fédéral Migration

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

18 décembre 2024

Myria publie son rapport annuel sur la traite et le trafic d'êtres humains, « Travail du sexe latino-américain : un carrousel à risques »

Le Centre fédéral Migration, en sa qualité de rapporteur national indépendant sur la Traite des êtres humains, publie aujourd'hui son rapport annuel d'évaluation 2024, intitulé « Travail du sexe latino-américain, un carrousel à risques ». Il y attire notamment l'attention sur le phénomène du travail du sexe latino-américain et invite à adapter la lutte contre la traite aux nouvelles réalités liées au monde numérique. Celles-ci engendrent de nouvelles formes subtiles d'exploitation et exigent des moyens d'enquête adaptés. Myria plaide également pour un renforcement de la collaboration internationale et pour la sensibilisation des acteurs concernés.

Les carrousels de prostitution exigent une collaboration internationale

La présence de travailleurs et travailleuses du sexe originaires d'Amérique latine en Belgique et en Europe n'est pas un phénomène récent. Ces dernières années, Myria constate cependant une augmentation des situations d'exploitation par des réseaux criminels. Les victimes sont principalement des femmes, dont des femmes trans*, originaires du Brésil, de Colombie et du Venezuela, recrutées pour travailler dans la prostitution en Europe sous la (fausse) promesse de pouvoir y gagner rapidement beaucoup d'argent.

Les réseaux criminels, constitués en diverses cellules au niveau national et international, montent des « **carrousels de prostitution** » qui obligent ces femmes à travailler dans des lieux privés et proposent leurs services via des annonces en ligne. Ces femmes sont continuellement déplacées d'une ville à l'autre pour rester hors de la vue des autorités et accroître encore leur dépendance à l'égard des exploiteurs, ce qui complique leur détection par la police.

Si de nombreuses femmes sont conscientes qu'elles travailleront dans la prostitution en Europe, les conditions de travail sont souvent plus contraignantes et les revenus bien inférieurs à ceux attendus. Elles sont contraintes de remettre une grande partie de leurs revenus et les réseaux exercent un contrôle permanent.

Les recettes de cette exploitation sont souvent acheminées à l'étranger pour investir dans l'immobilier et des sociétés. La collaboration internationale et l'échange d'informations sont par conséquent essentiels pour démanteler ces réseaux criminels internationaux et révéler leurs flux financiers.

Renforcer la collaboration avec les plateformes internet

De nos jours, les plateformes internet et les réseaux sociaux jouent un rôle majeur dans l'organisation du travail du sexe en général, et en particulier auprès des travailleurs et travailleuses du sexe latino-américains, ce qui appelle donc également à une approche ciblée de la lutte contre la traite en ligne.

Les réseaux actifs dans l'exploitation de femmes latino-américaines travaillent par exemple souvent avec des intermédiaires, tels que les téléphonistes, qui utilisent les réseaux sociaux et les applications de messagerie pour arranger les contacts avec les clients et gérer les annonces de prestations sexuelles.

Les capacités de la police et ses moyens d'investigation doivent dès lors être renforcés et adaptés au nouveau contexte numérique d'exploitation.

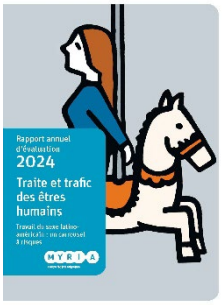
Myria note également des exemples de bonnes pratiques, comme la collaboration proactive d'une plateforme d'annonces sexuelles avec les forces de police pour signaler les abus potentiels. Il plaide dès lors pour un renforcement de telles collaborations afin d'améliorer la détection des victimes, l'identification des auteurs et la récolte d'éléments de preuve.

Attirer l'attention sur les victimes latino-américaines et en particulier sur la situation des personnes trans*

Dans son rapport, Myria met l'accent sur la situation particulièrement vulnérable des travailleurs et travailleuses du sexe trans* latino-américains. Afin de renforcer leur confiance envers les autorités, Myria recommande que les services de police, la justice et les centres d'accueil soient sensibilisés à la situation spécifique de ce groupe cible.

Mineurs

Enfin, le rapport contient également une contribution collective sur l'accueil des mineurs victimes de traite. Myria formule ainsi une première réponse à l'une des recommandations que lui avait adressées la Commission parlementaire spéciale sur la traite et le trafic des êtres humains.



Téléchargez le rapport annuel d'évaluation 2024 *Traite et trafic des êtres humains* ou consultez-le sur le site web de Myria.

CONTACTS PRESSE

Vanessa Fusco • 02 212 31 16 • vanessa.fusco@myria.be
Joris Delporte • 02 212 30 62 • joris.delporte@myria.be